

AMNESTY INTERNATIONAL

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Index AI : EUR 46/018/2012

AILRC-FR

4 mai 2012

Vladimir Poutine devrait se soucier des droits humains avant que son crédit politique ne s'épuise

L'entrée en fonction de Vladimir Poutine comme nouveau président de la Russie lui donne l'occasion de placer les droits humains au cœur de son programme pour les six années à venir.

« Vladimir Poutine peut profiter de son nouveau mandat de président pour faire en sorte que tous les habitants de la Russie puissent jouir de leurs droits les plus fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion, la protection contre la discrimination, et l'élimination de la torture », a déclaré John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Le président nouvellement élu ne doit pas laisser passer cette occasion. Il faut qu'il élabore une feuille de route pour le changement et que la population perçoive tout au long du chemin des améliorations qui répondent à leurs attentes politiques et économiques.

« Les manifestations qui ont eu lieu dans la rue au moment de l'élection présidentielle en mars et celles qui sont prévues pour l'entrée en fonction du président doivent lui rappeler que son crédit politique n'est pas illimité. »

Dans un document diffusé avant l'élection présidentielle en mars 2012, [A Human Rights Agenda for Russia](#), Amnesty International détaillait les solutions reposant sur les droits humains qui étaient nécessaires pour que la Russie puisse avancer, et elle appelait le président qui serait élu à les mettre en œuvre.

« Le nouveau/ancien président va-t-il trouver en lui la force de s'attaquer aux problèmes qu'il a négligés dans la décennie précédente, s'est interrogé John Dalhuisen. Va-t-il réussir à prendre en compte le nouveau visage du monde et les nouvelles attitudes et attentes en matière de droits humains dans son propre pays ? » .

Pour organiser une interview ou obtenir de plus amples informations, veuillez contacter (à Londres) :

Lydia Aroyo, +44 (0) 20 7413 5599, +44 (0) 7771 796 350 ; lydia.aroyo@amnesty.org ;